

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 64 (1923), p. 69-76

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1923__64__69_0

© Société de statistique de Paris, 1923, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV

BIBLIOGRAPHIE

Leçons de statistique méthodologique, par Giorgio MORTARA (1).

Le professeur Mortara poursuit la publication de ses leçons à l'Institut supérieur des Sciences économiques et commerciales de Rome. Nous avons rendu compte du volume publié en 1920, qui comprenait un certain nombre d'applications de la statistique aux affaires industrielles. Les nouvelles leçons ont pour objet d'habituer les étudiants à raisonner, « à se rendre compte du but, du champ d'applications et de la portée des méthodes de la statistique ».

Avec le traité récent d'Armand Julin, dont il a également été rendu compte dans ce journal, cet ouvrage est l'un des premiers dans lesquels la théorie de la statistique est présentée sans qu'interviennent au premier plan les principes de la théorie des probabilités. L'auteur fait pourtant un large emploi des notations et des formules algébriques. Bien que les démonstrations les plus délicates soient supprimées, il est néanmoins remarquable que les étudiants de l'Institut économique et commercial de Rome soient à même de suivre un exposé où l'emploi de l'appareil mathématique, quoique relativement simple, exige pourtant une certaine habitude du maniement des formules.

Après quelques chapitres consacrés aux procédés de l'observation statistique, aux enquêtes, au choix des unités et aux modes de groupement de ces unités, l'auteur signale les nombreuses catégories de rapports que l'on peut établir entre les données statistiques. Il indique comment, en multipliant ces rapports, on parvient à examiner une question sous ses divers aspects. Il ne faut cependant point exagérer et il serait bon de distinguer les rapports significatifs de ceux dont l'intérêt est nul ou à peu près, car il importe de mettre en garde les apprentis statisticiens contre les abus de la prétendue statistique. Un exemple banal de cet abus est le fameux rapport entre la longueur du grand mât d'un bateau et l'âge du capitaine. Assurément, un tel rapport existe. Si l'on classait les paquebots des compagnies de navigation d'après leur longueur et d'après l'âge de celui qui les commande, on trouverait certainement que les plus grands bateaux sont généralement confiés à des capitaines plus anciens et plus âgés. Mais précisément parce que ce fait est tout naturel, qu'on n'obtiendrait d'ailleurs aucun enseignement nouveau en le mesurant avec quelque précision, il est bien inutile de passer du temps à rechercher cette précision. Il y a là un travers à éviter qu'évitent les statisticiens de profession mais dans lequel des profanes tombent aisément, comme le prouve une publication récente des services de la plus haute Institution internationale, remplie de calculs dont l'intérêt n'apparaît guère et dont certains reposent sur des hypothèses aléatoires. Un autre abus, contre lequel s'élève cette fois M. Mortara, est celui qui consiste à interpoler à l'aide de formules des résultats fournis par l'expérience, dans le but de corriger l'expérience, parce que celle-ci comporte des lacunes ou des erreurs. Il est très bon d'éviter l'influence de ces erreurs, mais les formules mécaniques risquent d'en faire naître d'autres. C'est ainsi que M. Mortara met en évidence des erreurs des tables de mortalité calculées en Angleterre et en Italie d'après des formules mécaniques d'interpolation. Les chapitres consacrés à l'interpolation sont d'ailleurs fort étendus; de nombreuses méthodes y sont décrites et discutées avec soin. Peut être eût-il été bon aussi de mettre les étudiants en garde contre les abus de l'extrapolation.

L'étude des corrélations, des contingences, de la variabilité des faits statistiques,

(1) *Lezioni di statistica metodologica*, Società tipografica « Leonardo di Vinci, Città di Castello, 1922, 1 vol. de 562 p. p.

est exposée également d'une manière assez complète. C'est à propos de l'étude des critères de variabilité (ou de stabilité) que l'auteur indique le sens et la portée de la loi des grands nombres. Les derniers chapitres du volume se rapportent à la recherche des relations entre les phénomènes et les circonstances dans lesquelles ils se manifestent, puis à un dernier examen des conditions de stabilité ou d'uniformité des phénomènes typiques.

L'ouvrage n'est peut-être pas très logiquement charpenté; il se présente néanmoins comme un ensemble bien ordonné, plein d'aperçus ingénieux et nourri d'exemples variés qui illustrent utilement les parties théoriques de l'exposé.

L. M.

Les Banques étrangères en France. Étude critique, économique et juridique, par M. Lucien DUFOURCQ-LAGELOUSE, docteur en droit. Un volume grand in-8° de 144 pages. Dalloz, 1921.

M. DUFOURCQ-LAGELOUSE, fils de notre distingué et savant collègue, vient de publier un travail dont l'intérêt ne peut échapper aux statisticiens : il s'est posé les questions suivantes : les besoins énormes de capitaux résultant de la guerre et des troubles économiques consécutifs ont développé l'industrie bancaire française et étrangère; pourquoi les banques étrangères sont-elles venues en France? leur action n'est-elle pas contraire à nos intérêts nationaux?

Nous allons voir comment il a étudié ces problèmes dont la complexité est très grande et que le manque de données statistiques précises rend difficile à résoudre.

Que faut-il entendre par banques étrangères? La définition actuelle que l'on peut donner des banques en général manque de précision car elles ne s'occupent pas seulement, comme autrefois, de faciliter le commerce des moyens monétaires, mais aussi de recevoir des souscriptions, de lancer des affaires, et de leur donner les crédits nécessaires à leur développement; le champ des opérations est donc excessivement vaste et il peut se faire que certains établissements créés pour un commerce spécial et déterminé soient amenés à faire également des opérations bancaires.

La nationalité des banques est également souvent difficile à déterminer; l'opinion générale fait adopter le pays dans lequel se trouve le principal centre d'exploitation; mais si la direction provient d'un siège social puissant distinct de ce principal centre, n'est-il pas plus rationnel d'adopter la nationalité de ce siège social? Mais les actionnaires ne peuvent-ils être étrangers au pays de ce siège? Certains statuts (Matières colorantes, Banque française du Commerce extérieur, Chemins de fer du Maroc) ont imposé la nationalité des actionnaires; à défaut de cette restriction, il est certain que des capitaux étrangers peuvent intervenir puissamment et contrôler des banques françaises; en sens inverse des capitaux français ont largement contribué à former des banques étrangères ayant des filiales en France; on voit combien le problème de la détermination de la nationalité est difficile et ne peut résulter que d'une étude particulière de toutes les conditions d'établissement de l'affaire.

Au 2 août 1914, il existait en France 21 banques étrangères; au 31 décembre 1921, on comptait 36 banques et 3 sociétés françaises à influence étrangère notablement prépondérante; l'auteur énumère les sociétés par nationalités et passe à l'examen détaillé de chacune d'elles d'après le dernier bilan connu et leur activité effective.

Nous ne pouvons suivre l'auteur dans cette étude détaillée que nous résumerons par les sommes caractéristiques suivantes : le capital nominal des banques américaines est de \$145 millions et leurs réserves de \$155 millions; le capital des banques britanniques s'élève à £115 millions et leurs réserves à £40 millions.

Les banques étrangères s'étaient installées en France avant 1914 par suite d'un phénomène très simple dû à des causes d'ordre purement psychologique; le développement général des affaires d'importation et d'exportation incitait les étrangers à rechercher des maisons de leur pays pour traiter leurs propres opérations

d'ailleurs facilitées par le faible taux de l'escompte en France; de plus, notre pays plutôt agricole qu'industriel avait des disponibilités considérables qui l'avaient rendu, suivant la formule de notre regretté ami Neymarck, créateur partout, débiteur nulle part; ce résultat dû plutôt d'ailleurs à nos banques françaises qu'aux banques étrangères a été, on le sait, bien mal utilisé par l'un de nos ministres des Finances qui a réussi par ses désastreuses conceptions à nous faire éliminer de nombreux pays en aliénant les valeurs que nous y possédions.

Depuis 1914, la dépréciation de notre change et la confiance de nos Alliés en la reconstruction du pays a fait opérer de nombreux achats de francs et il était naturel que les opérations de transfert fussent opérées par l'intermédiaire de banques étrangères : le besoin a créé ou plutôt développé l'organe bancaire; on doit ajouter à cette raison une seconde qui nous apparaît d'une égale importance : les crédits à court terme et à long terme, en monnaie étrangère, que personnellement j'ai préconisés depuis le commencement des hostilités ne pouvaient être faits d'une manière vraiment pratique que par des établissements étrangers avec lesquels il était plus facile de discuter les commissions qu'avec les banques françaises qui n'ont jamais bien compris ces opérations et n'étaient, dans la plupart des cas, que des intermédiaires à rémunérer. Il est résulté de ces opérations que les sociétés étrangères devaient trouver grand avantage à développer leurs établissements et la « mode » ou plutôt la concurrence aidant, leur installation s'est faite rapidement.

Nos journalistes, qui se plaisent à décrier leur pays, ont souvent écrit que les méthodes étrangères étaient meilleures que celles employées par nos banques. En fait, aucune innovation sérieuse de méthode de travail n'a été introduite par les étrangers et depuis longtemps nous étions au courant de leurs procédés, souvent extravagants. Mais, avant la guerre, les banques étrangères, d'ailleurs aidées par les françaises, ont joué le rôle de pompe aspirante pour nos capitaux et il en est résulté la situation pénible de nos porteurs de titres russes. Depuis la guerre elles ont servi à faciliter l'obtention de crédits, mais quelques unes d'entre elles, en favorisant les achats à l'étranger ont certainement contribué à déprécier notre change; ce n'est pas un des moindres dangers créés par les banques étrangères dont quelques agents trop aventureux ont certainement causé un réel préjudice au pays qui les accueillait.

La situation juridique des banques étrangères à un pays est très différente suivant ce pays, mais il semble bien que la majorité des Gouvernements ait cherché à restreindre les opérations des banques; le protectionnisme ne perd malheureusement jamais l'occasion de manifester son esprit étroit. Il faut espérer que devant la situation effroyable de l'Europe, il se développera des idées plus saines d'aide mutuelle entre pays pour le plus grand bien de tous. Dans ces conditions, nous n'aurions qu'à nous louer de la présence de banques étrangères : c'est la conclusion de M. DUFOURCO-LAGELOUSE à laquelle je me rallierai volontiers en le félicitant de son excellent travail dont l'intérêt est considérable et qui augure bien de ce qu'il nous donnera dans l'avenir.

A. BARRIOL.

French public Finance in the great war and to Day, par M. HARVEY, E. FISK.

Publication de la Bankers Trust C^o (1).

Cet ouvrage appartient à une série de monographies sur les finances publiques de divers pays, qui paraît sous les auspices de la Bankers Trust C^o. L'initiative de cette grande banque — qui a témoigné sa confiance dans la prospérité de la France en fondant une succursale à Paris — est d'autant plus intéressante qu'elle se rattache à une transformation profonde survenue dans les mœurs américaines depuis quelques années. Avant la guerre, le citoyen des Etats Unis se souciait peu de

(1) Un volume in-16 de 363 pages. — N'est pas dans le commerce.

finances publiques : la rente américaine était détenue par les banques nationales; les placements en valeurs étrangères étaient à peu près nuls; les impôts ne pesaient guère; seuls les droits de douane, principale ressource du budget fédéral, retenaient l'attention, et cela, surtout du point de vue de la politique plus ou moins protectionniste. Depuis 1917, les impôts, en particulier les impôts directs, sont devenus extrêmement lourds; une grande partie des emprunts à long et à court terme, dont le total dépasse \$22.900.000.000, s'est classée dans les portefeuilles privés; enfin ceux-ci ont commencé à absorber, en grande quantité, des fonds d'Etat étrangers, et, plus généralement, des valeurs étrangères. C'est là un changement d'une portée financière considérable. Sur ces divers objets le public américain a maintenant besoin d'informations, et plusieurs grandes banques ont compris qu'il leur appartenait de lui en procurer. Quelques unes d'entre elles publient des circulaires justement réputées — qu'il importe, bien entendu, de ne pas confondre avec d'autres publications similaires moins dignes de confiance.

Le nouveau petit livre de la Bankers Trust Co répond aux besoins de cet ordre et a été composé avec un remarquable souci d'exactitude. Que, dans ce but, ses rédacteurs se soient adressés aux sources officielles, aucun statisticien ne leur en fera grief. N'est ce pas d'après les mêmes sources que sont composés tous les annuaires statistiques? L'*Economist* de Londres parlait récemment avec une légère nuance d'ironie de ce genre de documentation : il semblait insinuer que les sources officielles ne laissent pas d'être contaminées par l'« optimisme officiel ». Sans discuter la question ici, on peut dire qu'en matière de finances publiques, si les statistiques officielles sont dédaignées, il ne reste plus d'autre base d'information que les conjectures. C'est un trésor dans lequel certains publicistes ne puisent que trop souvent.

M. Harvey E. Fisk n'a, d'ailleurs, manqué ni d'esprit critique ni de personnalité. Aux rapprochements qu'il fait, dans le domaine historique comme dans les statistiques, on le reconnaît parfaitement familiarisé avec nos institutions et renseigné sur le rôle qu'elles ont joué. Il ne se contente pas de juxtaposer des chiffres ou des documents tels qu'ils se trouvent sous sa main : il les interprète et montre qu'il en comprend la valeur. Son livre contient un grand nombre de tableaux originaux concernant les ressources affectées au crédit par la Banque de France, les emprunts des collectivités des régions dévastées, le pouvoir d'achat du franc à l'étranger, etc...

Peut-être, en revanche, eût-il été bon d'éliminer certaines données qui nous paraissent insignifiantes ou désuètes; mais il ne faut pas oublier que l'ouvrage s'adresse à des lecteurs étrangers, à la plupart desquels ces éléments paraîtront nouveaux.

Au total ces pages présentent, avec le maximum d'exactitude que l'on pouvait attendre en la matière, un résumé, très complet, et neuf sur beaucoup de points, de l'organisation financière de la France, de la situation de son budget, de sa trésorerie et de son marché.

E. B. D.

Leçons d'économie mathématique, par Amoroso (1).

Deux vérités sont aujourd'hui reconnues, dit l'auteur :

« 1° Dans le complexe économique il y a des éléments susceptibles d'évaluation quantitative qui ont tous les caractères des variables indépendantes dont on traite dans les mathématiques pures et appliquées...;

« 2° Les lois fondamentales de l'économie expriment des relations analytiques entre les précédentes quantités.

(1) *Lezioni di economia matematica*, par L. Amoroso, Bologne, chez Zanichelli, 1920.

« L'analyse systématique de toutes les variables et de toutes les relations qui interviennent entre elles constitue l'économie mathématique. Ce n'est pas toute l'économie politique, ajoute-t-il avec beaucoup de sens, car la partie principale des phénomènes économiques échappe à l'analyse quantitative, par exemple l'acte de vouloir, qui est la partie centrale de tout être humain. »

Nous avons tenu à citer ces lignes placées, par l'auteur, en tête de son ouvrage, parce qu'elles fixent clairement les raisons de l'intervention des expressions mathématiques dans les sciences économiques et en même temps les limites de cette intervention.

L'auteur signale, dans un bref exposé, quelques précurseurs de la méthode puis ses véritables initiateurs, parmi lesquels Cournot vient naturellement en première ligne.

Les questions principales, dans l'étude desquelles les formules donnent de la précision à l'exposé et une armature aux hypothèses, sont successivement présentées au cours de cet ouvrage, sous une forme succincte mais très claire : théorie de la valeur et de l'échange (ophélimité, etc.); équilibre et cycles de la production; division du travail; équilibre économique et maximum d'utilité.

Le volume se termine par un parallèle intéressant entre les phénomènes qu'analyse la mécanique rationnelle et ceux qui sont du ressort de l'économique. Mais l'intervention des liaisons est plus facile à figurer en mathématique qu'en économie politique et surtout, comme dit justement l'auteur en terminant : « les équations de Lagrange condensent et résument toutes nos idées sur le mouvement des corps » (dans des limites très larges tout au moins), tandis que « nous ne connaissons pas d'équations correspondantes condensant nos idées sur le mouvement économique » et l'on peut ajouter, sans grand risque, que nous n'en connaissons vraisemblablement jamais.

L. M.

L'État et la production, par Georges VALOIS (1).

M. Georges Valois est bien connu comme l'un des principaux organisateurs de la Semaine de la Monnaie. Depuis la clôture de celle-ci, il a continué dans la presse sa campagne énergique contre l'inflation avouée ou déguisée, c'est-à-dire contre la fausse monnaie. Ce sont les articles publiés par lui à ce sujet que reproduit la brochure en question, non sans y mêler de nombreuses considérations d'un autre ordre, notamment une étude critique de l'action des syndicats industriels.

Si l'on s'en tient aux éléments financiers, on appréciera l'esprit pratique avec lequel l'auteur cherche à se rendre compte des causes réelles des faits. Peut-être n'est-il pas toujours tombé juste au cours de ses précédents ouvrages, mais on doit rendre hommage à la ténacité avec laquelle il suit l'enchaînement des questions, sans s'arrêter à une première explication ou à une première solution d'apparence séduisante. La curiosité de comprendre et la volonté d'aboutir à des résultats tangibles donne à ce qu'il écrit une vie très personnelle. Et c'est pour la même raison que, dans sa hâte d'avancer, il côtoie parfois des paradoxes.

Ce n'en est pas un, malgré les apparences, d'avoir démontré que l'inflation portait préjudice, non seulement aux titulaires de revenus fixes, mais aussi aux producteurs. Trop longtemps, depuis la fin de la guerre on a entendu répéter comme un axiome ce résultat d'une observation superficielle que l'inflation « stimulait » la production et l'exportation. Mirabeau avait déjà commis une erreur semblable dans ses fameux discours de 1790 sur les assignats. C'est prendre un fait momentané pour un résultat définitif, négliger la désorganisation commerciale engendrée par la hausse trop rapide des prix, oublier surtout que les prix de revient de l'industrie, en particulier les prix des matières premières

augmentent, en période d'inflation, plus vite que n'augmentent les prix de vente des produits manufacturés. M. Alfred Lansburgh cite de ce déséquilibre un exemple légendaire, venu, paraît-il, de Russie : un fabricant de clous se réjouit du prix élevé auquel il vient de vendre une tonne de clous; il se sent « stimulé » à continuer sa fabrication; mais avec le prix de la tonne il ne peut fabriquer de nouveau qu'un quintal de clous; il vend, il est vrai, celui-ci encore plus cher que la tonne; mais la monnaie continuant à se déprécier, il ne peut, avec ce second prix, fabriquer qu'un kilogramme de clous; enfin, avec le prix de vente de ce kilogramme, il n'arrive à fabriquer qu'un clou, et c'est à celui-là qu'il se pend. Telle est l'histoire des nations dont la monnaie se déprécie : leur exportation diminue parce que leur production diminue, tandis que la production et l'exportation des nations à monnaie saine se maintiennent à peu près, en dépit des crises et restent prêtes à augmenter rapidement dès la reprise des affaires.

M. Georges Valois donne dans sa brochure un graphique intéressant — malheureusement trop sommaire et dépourvu de références — relatif aux comptes d'entreprises suivis entre 1914 et 1922 : il met en évidence l'accroissement prépondérant des prix de revient entre 1918 et 1921, coïncidant avec un accroissement beaucoup plus lent et parfois nul des créances recouvrables par les entreprises. Cependant celles-ci ont, paraît-il, été choisies parmi les affaires saines. Il est d'ailleurs facile de faire l'expérience sur les bilans de n'importe quelle société industrielle en ayant soin d'éliminer ceux qui présenteraient un caractère exceptionnel. A la Semaine de la Monnaie, MM. Alfred Barriol, de La Beaumelle, et F. Jenny ont effleuré cette étude.

La couverture de la brochure porte un autre graphique établissant une comparaison entre le mouvement des avances de la Banque de France à l'Etat et les variations des cours du dollar. Il ne faut pas chercher en pareille matière un synchronisme absolu : c'est sur de longues périodes que les influences économiques se manifestent. Quoi qu'il en soit, l'étude de ces faits peut se poursuivre avec précision et mérite, en ce moment, de retenir l'attention des statisticiens.

E. B. D.

Calculs and probability, by A. HENRY. F. I. A.. London, 1922 (1).

Ce livre, aux dires mêmes de l'auteur, est destiné à donner au lecteur toute l'initiation mathématique nécessaire à une étude ultérieure de la science actuarielle. Cette dernière étant, dans son objet, essentiellement pratique, la rigueur de raisonnement, qui est de mise lorsqu'on étudie l'analyse mathématique pure, semble moins nécessaire à l'auteur, dont les adroites démonstrations permettent de parvenir rapidement aux formules fondamentales, que nous ne sommes habitués à découvrir qu'après un calcul minutieux, où toutes les conditions de définitions et de continuités sont étudiées et exprimées en termes formels. A vrai dire, cet ouvrage est moins un Traité qu'un Précis de calcul algébrique. Précis intéressant d'ailleurs, et bien composé en vue de son but spécial : le calcul des différences finies, le calcul différentiel, le calcul intégral, et enfin le calcul des probabilités réduit aux théorèmes des probabilités totales et composées tiennent en moins de 140 pages.

La théorie du calcul des différences finies rappelle celle qui est exposée dans le Text-Book de l'Institut des Actuaire de Londres. L'auteur insiste sur le problème de l'interpolation, sur les expressions symboliques des intégrales finies, et montre le rapport étroit, formel, qui existe entre le calcul infinitésimal et le calcul des différences finies, aussi bien dans le domaine de l'intégration que dans celui de la différenciation. Le calcul symbolique, dont les mathématiciens anglais ont toujours

(1) Un volume in-8 de 152 pages. Layton à Londres, Prix : 120 bd.

su tirer un si grand parti, est maintes fois utilisé pour rendre cette analogie plus frappante.

Dans cette première partie de l'ouvrage, qui est certainement celle qui intéressera le plus le lecteur français parce que la moins connue de lui, on trouve également une esquisse de la généralisation à plusieurs variables du calcul des différences finies.

L'exposé du calcul infinitésimal (différenciation, développement en série, intégration des fonctions) n'apprendront pas grand'chose à ceux qui ont lu les ouvrages français sur la matière. Le calcul approché des intégrales définies est cependant suffisamment développé pour que nous y trouvions à glaner quelques formules l'approximation peu employées en France et dont l'intérêt n'est pas contestable.

En résumé, le livre de M. A. HENRY est un ouvrage dont on ne saurait méconnaître la valeur et qui rendra des services aux jeunes actuaire anglais.

A. BERNARD.

Life Contingencies, by E. F. SPURGEON, F. I. A., London, 1922.

Ce livre, publié sous le haut patronage de l'Institut des Actuaire de Londres, a pour objet d'exposer la théorie des assurances sur la vie telle qu'elle ressort des principes actuariens adoptés par l'Institut. Dans ces conditions, nous ne devons pas être étonnés de trouver de profondes analogies entre la deuxième partie de l'ancien Text-Book de cet Institut, dont la composition remonte à 1887, et l'ouvrage de M. Spurgeon. Toutefois, on peut signaler des différences sensibles entre les deux livres : en premier lieu, les théories mathématiques du calcul des différences finies et du calcul intégral, qui occupe une partie importante du Text-Book, ne figurent pas dans le nouveau livre; ces matières font maintenant l'objet d'un livre spécial, publié en même temps que celui de M. Spurgeon, et dont on trouvera l'analyse plus loin; en second lieu, l'ordre de succession des théories n'est pas, dans le nouveau livre, celui qui est adopté dans le Text Book et, d'une façon générale, celui qui est habituellement employé par les auteurs des différentes théories des assurances sur la vie : dans un premier groupe de chapitres, sont exposés tous les problèmes relatifs à une seule tête; dans un deuxième groupe, les mêmes problèmes concernant deux ou plusieurs têtes; enfin viennent les deux derniers chapitres, qui traitent, l'un, de la construction des tables de mortalité, l'autre, des assurances à plusieurs sorties et, en particulier, des assurances invalidité-vieillesse et de l'assurance nuptialité.

Il semble bien que cette nouvelle ordonnance des chapitres ait apporté, à l'aride question de l'assurance-vie, une nouvelle clarté. Ceci constitue, avec l'étude sommaire des assurances à plusieurs sorties, le principal intérêt du livre de M. Spurgeon.

A. BERNARD.

V

LISTE DES OUVRAGES PRÉSENTÉS DANS LA SEANCE DU 17 JANVIER 1923

Allemagne. — Statistisches Jahrbuch der Stadt Berlin.

Angleterre. — The Ministry of Labour Gazette. — The economist.

Argentine (République). — Bulletin du Musée Social argentin. — Bulletin officiel de la Bourse de Commerce.

Australie. — Official Year Book of the Commonwealth. — *New South Wales Statistical Register for 1920-1921.* — Land Settlement. — Primary Production. — Meteorology. — Statistical review.

Belgique. — Le Courrieriste. — Le mouvement communal.

Bulgarie. — Bulletin statistique mensuel de la Direction générale de la statistique du Royaume de Bulgarie. — Mouvement de la population dans le Royaume de Bulgarie en 1911.

- Danemark.** — Annales statistiques et économiques. — Les hautes écoles des paysans et les écoles agronomiques en 1916-1917 - 1920 1921. — Elections communales 1922 dans Jutland de Sud. — Communications statistiques : La marine marchande et la navigation du Danemark 1916-1920.
- Esthonic.** — Recueil mensuel du Bureau central de statistique de l'Esthonie.
- Etats-Unis.** — Statistical abstract of the United States. — Monthly summary of Foreign commerce of the United States. — Proceedings of the American Philosophical Society. — The American Economic Review. — Political Science Quarterly. — Massachusetts Industrial review.
- France.** — Bibliographie des Travaux scientifiques (sciences mathématiques, physiques et naturelles) publiées par les Sociétés savantes de la France. — Le réveil économique. — Revue de l'Industrie minière. — France-Europe-Orient. — L'union Economique de l'Est. — Le Musée social. — L'expansion économique. — Revue de l'Alliance nationale. — Bulletins de l'Office national du commerce extérieur. — Bulletin de l'Association France Grande-Bretagne. — La France universelle « Francexport ». — Le moniteur des travaux publics de l'entreprise et de l'industrie. — Bulletin de l'Agence générale des Colonies. — L'assureur français. — Le rentier. — Bulletin mensuel du Comité linier de France.
- Indes Néerlandaises.** — Statistiek van Den Handel en de In-En Uitvoerrechten in Nederlandsch-Indie.
- Irlande.** — Journal du département d'Agriculture.
- Italie.** — La disoccupazione in Italia al 1° Ottobre 1922. — Bulletins de la Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud. — Bulletin mensuel de l'Office provincial du travail. — Metron. — L'Economista. — La coltura popolare. — La Riforma sociale. — Bolletino delle pubblicazioni italiane. — Giornale degli Economisti e Rivista di Statistica. — Bolletino del Lavoro e della Previdenza sociale. — Bulletin mensuel de l'Office municipal du travail de Rome. — Bulletin municipal mensuel de la ville de Milan.
- Norvège.** — Bulletin mensuel du bureau central de statistique du Royaume de Norvège. — Bulletin mensuel du commerce extérieur. — Statistique de la navigation de la Norvège pendant l'année 1921. — Statistique de la criminalité et de la justice criminelle pour les années 1917 et 1918. — Finances des communes pendant l'année 1918-1919. — Statistique de l'alcool 1920-1921. — Statistique des télégraphes et des téléphones de l'Etat de Norvège pour l'année budgétaire 1920 à 1921. — Finances de l'Etat pour les exercices 1^{er} juillet 1915 à 30 juin 1920. — Rapport sur l'état sanitaire et médical pour l'année 1918.
- Pays-Bas.** — Institutions de prévoyance, année 1920-1921. — Statistique de l'application des lois pour la protection de l'enfant, relative aux années 1919 et 1920. — Statistique du mouvement de la population des Pays-Bas pour l'année 1921.
- Pérou.** — Notre problème du change et le pouvoir d'achat de la monnaie. — Estadística de precios y numeros indicadores. — Censo de Lima y Callao.
- Pologne.** — La Pologne politique, économique, littéraire et artistique.
- Portugal.** — Estatística de Movimento Fisiológico da População de Portugal ano de 1917, 1918.
- Roumanie.** — Bulletin d'information de l'Office commercial français en Roumanie. — Buletinul agricoluril.
- Suède.** — Sociala Meddelanden. — Statistique de l'enseignement, année 1920-1921. — Riksförsäkrings-anstalten ar 1921. — Sveriges In- Och Utförsel. — Statens Järnvägar. — Kungl. Domänstryrelsens Förvaltning. — Statistisk Årsbok for Stockolm stad, 1922.
- Suisse.** — Bulletin mensuel de la Société de Banque Suisse.
- Tchécoslovaquie.** — Rapports de l'Office de Statistique de la République Tchécoslovaque. — Aperçu statistique du Commerce extérieur de la République Tchécoslovaque.
- Uruguay.** — Annales de l'instruction primaire. — Bulletin mensuel de statistique du département de Montevideo.
- Documents internationaux.** — *Institut international d'Agriculture.* — Bulletin mensuel des institutions économiques et sociales. — Bulletin de statistique agricole et commerciale. — *Comité international de la Croix-Rouge.* — Revue internationale de la Croix-Rouge. — *Société des Nations.* — Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations.
- Documents privés.** — Edmond PERRÉE : La consommation et la réglementation du bois et des charbons dans la région de Rouen. — Donaldo STRINGHER : In memoria di Luigi Bodio. — Rapport à l'assemblée des actionnaires de la Banque d'Italie, par M. STRINGHER, directeur général.

Le Gérant : J. COMBE.
